

COMMUNIQUE 17

lundi 6 juin 2016

Collectif des Olieux

Ce Jeudi 2 juin, l'URCEAS (Union Régionale des Centres d'Etudes et d'Actions Sociales) menait son assemblée générale annuelle dans une salle de l'ICAM de Lille. A cette occasion, le président du Conseil départemental du Nord, Jean-René Lecerf, était invité pour animer une conférence-débat sur "Les politiques sociales départementales : Quelles relations entre les bénévoles et les professionnels ?".

Le collectif des Olieux s'est senti plus que concerné par l'intitulé de cette rencontre, n'ayant jamais reçu de soutien concret de la part des institutions et des autorités locales. Nous avons donc voulu saisir cette occasion pour nous adresser directement au président du département. La situation que vivent les jeunes mineurs isolés au parc des Olieux depuis maintenant presque une année est déplorable, tant au niveau humanitaire et sanitaire, qu'au niveau du respect de leurs droits. Pour toutes ces raisons, nous avons décidé collectivement, jeunes et soutiens, d'écrire un texte et de le lire lors de ce débat public. Ce texte (cf. pièce jointe), reprend de manière très factuelle et précise l'histoire de l'occupation du parc des Olieux depuis le mois de juin 2015.

Jeudi soir, vers 19 h, des membres du collectif se sont donc rendus à cette conférence. Juste après l'introduction de la conférence et avant que le débat ne se focalise sur d'autres sujets, nous avons demandé de prendre la parole pour lire ce texte avec les jeunes. Ceci nous a été refusé catégoriquement par le membre de l'URCEAS qui animait le débat, priorisant le discours du président du département et les questions qu'ils lui avaient préparées.

Monsieur Lecerf a alors pris la parole pour présenter les politiques sociales du département, "avouant" le manque de financements pour répondre à leurs responsabilités. Après 55 minutes de discours, et non de débat, des membres du collectif au nombre d'une cinquantaine, jeunes et soutiens, ont rejoint la salle de conférence, silencieusement. Ils ont déplié une banderole qui disait "UN TOIT POUR UNE VIE / UNE SCOLARISATION POUR UN AVENIR". Nous avons enfin pu prendre la parole.

Nous avons lu ce texte à six, par alternance, précisant que nous n'attendions pas de réponse et que nous quitterions ensuite la salle pour laisser se dérouler la suite de la réunion. Les organisateurs ont essayé de nous reprendre le micro à plusieurs reprises (la lecture de notre texte ne prenait pourtant que 20 minutes), mais nous l'avons conservé, expliquant qu'une année de vie à la rue valait bien 20 minutes de temps de parole. A l'issue de cette lecture, nous sommes repartis, tout aussi calmement. Si nous avons choisi de ne pas débattre, c'est que cela fait presque un an que nous rencontrons, discutons et interpellons l'ensemble des institutions concernées. Et à part quelques déclarations d'intention, dans la réalité, on constate l'absence de volonté pour trouver de réelles solutions pérennes. On constate plutôt la volonté de laisser pourrir la situation. Soit disant pour éviter " l'appel d'air ", cette éternelle lubie politique et médiatique, utilisée sans cesse comme excuse et sans limites. D'autre part, nous réprouvons totalement ce cynisme politique, quelque soit sa couleur, qui consiste à dire : " nous sommes aux responsabilités, mais on ne fait que ce que l'on peut". Être aux responsabilités, c'est justement trouver des solutions durables et les moyens de les mettre en œuvre. Alors Monsieur Lecerf, au travail, pas de discours, mais des actes !

Le lendemain, vendredi 3 juin, une journée était organisée par la Cimade intitulée "Frontières européennes: défense d'entrer ?", à laquelle plusieurs membres du collectif s'étaient inscrits. En ouverture de la journée, une adjointe de Martine Aubry a rappelé tout ce que la mairie de Lille faisait pour accueillir les réfugiés. Saluant au passage, l'action du maire de Grande-Synthe, pour avoir imposé à l'État, un campement aux "conditions sanitaires plus adéquates" au sein de sa commune. Là aussi, à la fin de ce discours, nous avons interpellé cette élue pour lui rappeler qu'il y avait dans sa commune, à quelques pas du lieu où se déroulait cette journée sur les frontières et les migrations, un parc,

le jardin des Olieux, où se trouvaient des personnes "exilées", qui dormaient sous des tentes depuis presque un an. Elle nous a répondu, de manière laconique et très gênée : "on sait" et que la mairie travaillait "intensément" à ce dossier. Pourtant, elle ne l'a même pas évoqué dans son discours.

À la pause, nous ont demandé aux personnes organisatrices de pouvoir prendre la parole pour lire à nouveau le texte. Ce qui a été accepté avec "plaisir", pour reprendre leurs propres termes. Les membres présents du collectif ont eu donc tout le temps nécessaire, à l'estrade, pour lire ce texte, et pour être ensuite très chaleureusement applaudi par le public. Ça fait du bien d'être accueillis et remercié d'avoir parlé!

Samedi 4 juin, le collectif et d'autres personnes venues de divers horizons ont organisé une grande fête de fin "d'année scolaire ", afin présenter une restitution des ateliers de danse, théâtre et musique, suivis par les jeunes depuis plusieurs mois. Ils ont géré avec brio, en plus des spectacles proposés, la décoration du lieu, la restauration, la régie son et lumière....bravos à toutes et tous ! Le spectacle a généré une explosion d'émotions et des liens forts.

Cette fête a été un succès avec plus de 250 personnes venues au cours de la journée. Les revendications du collectif, un hébergement et un suivi socio-éducatif pour les personnes migrantes était bien sur présentes. Mais l'objectif fondamental de cette fête n'était pourtant pas celui-ci. Cette fois, les jeunes et organisatrices de cette journée autogérée avaient décidé de sortir de la merde quotidienne en se montrant comédiens, régisseurs, cuistos, danseurs etc. Et c'est bien ce qu'on y a retrouvé, de la légèreté, du rire et un petit goût de fête de fin d'année, plutôt "banale" pour une fois.

Enfin, ce week-end, le collectif a pris connaissance d'un courrier écrit par un responsable CGT, Paul Heems, Secrétaire général des personnes du Département du Nord, à destination de la préfecture. Dans ce courrier, il est indiqué que le personnel de l'UTPAS de Villeneuve-d'Ascq, à leurs permanences d'accueil du mardi et du jeudi, sont "régulièrement malmenés" par les jeunes mineurs isolés . Il dénonce donc l'attitude de ces jeunes, venant réclamer simplement leurs droits.

Lorsqu'on voit, depuis un an, la manière dont ces jeunes sont traités, il est indispensable et urgent de se questionner sur qui est violent avec qui ?